

les francas

L'éducation en mouvement !

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS
DE HAUTE MARNE**

Association loi 1901

Siège social : Maison des Associations – 26 Rue des Platanes
52000 CHAUMONT

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS
DE HAUTE MARNE**

Association loi 1901
Siège social : Maison des Associations – 26 Rue des Platanes
52000 CHAUMONT

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association départementale des Francas de Haute Marne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges et les fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre comité directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article A.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 7 mai 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Hervé Willi

Commissaire aux Comptes

ANNEXE

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui dégage un excédent de 30 521.25€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social de l'association : *Promouvoir la place des enfants et des jeunes dans la société et développer des projets d'accueil et d'activités à l'intention des enfants et des jeunes*

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice est marqué par une diminution de l'activité de l'ordre de 6% du fait de l'abandon des courts séjours et des colos itinérantes sur l'été 2024.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an. Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat, en exploitation, sur la durée d'amortissement du bien qu'elles ont servi à financer.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques				
Terrains	1 985,92			1 985,92
Constructions et agencements	619,66			619,66
Matériel d'activités	14 009,16	28 475,59		42 484,75
Agencements & aménagements divers				
Matériel de transport	71 759,96			71 759,96
Matériel informatique	29 386,34	6 000,00	4 800,00	30 586,34
Mobilier de bureau				
Immobilisations en cours				
Total	117 761,04	34 475,59	4 800,00	147 436,63

b) Acquisitions et désinvestissements

Acquisition d'un nouveau photocopier et mise au rebut de l'ancien.

Acquisition d'une cuisine pour le site de Joinville et de Tentes Tipi pour l'ensemble des centres.

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%				
Constructions et agencement	5%	619,66			619,66
Matériel d'activités	33% à 25%	14 009,16	386,64		14 395,80
Agencements & amén. divers	10%				
Matériel de transport	25%	70 641,88	1 118,08		71 759,96
Matériel informatique	33%	23 741,30	4 851,45	4 800,00	23 792,75
Mobilier de bureau	20%				
Total		109 012,00	6 356,17	4 800,00	110 568,17

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts Francas			
Autres prêts			
Titres (Part Crédit Mutuel)	15.00		15.00
Dépôts et cautionnements	49.00		49.00

3. Stocks

Stock constitué par diverses fournitures à vendre ou à utiliser dans nos centres de loisirs dites « Créacop » pour 4 403.17 €

4. Usagers

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	82 303.17	7 300.00	75 003.17
Usagers douteux			
Usagers non encore facturés			
Total	82 303.17	7 300.00	75 003.17

5. Comptes courants Francas :

N° structure	Nom	Montant
450080	UR Grand est	2 954.05
	Total	2 954.05

6. Avances et acomptes versés (Autres créances)

Néant

7. Subventions à recevoir (Autres créances)

CD 52 Charte qualité	10 511.06
Aide région (dépréciée à 100%)	1 333.00
CC Meuse Rognon	13 859.20
Divers Autres créances	150.04
Commune Eurville	50.00
Commune de Saint-Urbain	2 700.00
Commune de Rachecourt	8 300.00
Commune de Joinville	<u>17 000.00</u>
	53 903.30

8. Divers Autres créances

Néant

9. Disponibilités

Crédit Mutuel CC AD	30 186.05
Crédit Mutuel CC St-Roch	1 661.08
CAT	152 000.00
Crédit Mutuel Livret	191 757.74
Livret asso tranquille	1 000.00
Intérêts courus à recevoir	4 527.30
Chèques à encaisser	1 297.10
Caisse	<u>292.71</u>
	382 721.98

11. Charges constatées d'avance

Néant

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Le fonds associatif est le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

2. Subventions d'investissement

Désignation	Brut	Taux	Net au début	Reprises	Net à la fin
Sub Trafic rouge	5 419.67	Divers	0	0	0.00
Sub CAF 2018	7 000.00	20%	0.00	0.00	0.00
Sub CAF 2019	2 000.00	20%	86.67	86.67	0.00
Sub Région 2019	19 000.00	20%	823.33	823.33	0.00
Sub complément trafic 2019	4 500.00	20%	0.00	0.00	0.00
Sub copieur	4 800.00	20%	0.00	0.00	0.00
Sub Matériel informatique	7 962.48	33.33%	3 490.09	2 654.16	835.93
Sub copieur Sharp	6 000.00	20%		850.00	5 150.00
Sub cuisine Joinville	13 213.96	10%		333.92	12 880.04
Sub Tipis Tapis de sol	11 170.00	20%		0.00	11 170.00
Total	76 266.11		4 400.08	4 748.08	30 035.96

3. Provisions

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Provision pour charges	9 400,00	9 400,00	7 280,00	11 520,00
Engagement de retraite du personnel (1)	28 949,79	3 108,51	15 046,56	17 011,74
Provisions pour charges	38 349,79	12 508,51	22 326,56	28 531,74
Autres provisions pour charges				
Provision pour retraite				
Usagers				
Total	38 349,79	12 508,51	22 326,56	28 531,74

Dotations / reprises d'exploitation 12 508,51 22 326,56

Dotations / reprises financières

Dotations / reprises exceptionnelles

Total 12 508,51 22 326,56

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 22 326,56

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

4. Fonds dédiés

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Cpte 194300 FD ACT CHAUMONT	35 000,00			35 000,00
Cpte 194400 FD PR ALSH	7 650,27		7 650,27	
Total	42 650,27		7 650,27	35 000,00

5. Emprunts et dettes assimilées : Néant

	Début	Remboursement	Fin	- d'1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts Francas						
Découverts bancaires						
Total						

6. Avances et acomptes reçus

Néant

7. Fournisseurs

Fournisseurs Divers	150.00
Alliances informatique	480.00
ASNEIP	210.13
CTP Prêt à partir	2 035.00
Elite Restauration	337.07
Francas	1 918.00
Lidl	29.98
Mac do	37.00
Compass Groupe France	641.03
Fournisseurs, factures non parvenues	<u>5 100.00</u>
	10 938.21

8. Dettes fiscales et sociales

Cpte 421000 Rémunération du personnel	515.00
Cpte 428300 PPV	5 000.00
Cpte 428200 CP	5 566.67
Cpte 431000 URSSAF	4 062.71
Cpte 437000 Autre organismes sociaux	2 076.55
Cpte 438200 Charges / CP	2 199.64
Cpte 447300 Uniformation	3 862.00
Cpte 448000 Etat charges à payer	<u>677.51</u>
	23 960.08

9. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
45000000	Fédération Francas	3 326.50
45008510	C/C Marne	216.15
	Total	3 542.65

10. Autres dettes

Néant

11. Produits constatés d'avance

Néant

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Prestations de service

Nombre de Heures Enfants	Exercice clos	Exercice précédent
Alsh gérés par l'AD	100 496	106 213
Centres de vacances gérés par l'AD		
Sous Total	100 496	106 213
Réalisé par les organisations affiliées	0	0
Total	100 496	106 213

Type de Prestations	Exercice clos	Exercice précédent
Recette (familles + caf + msa)	262 280.13	258 650.60
Divers	19 753.26	37 991.97
Total Prestations	282 033.39	296 642.57

2. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
Ministères FONJEP + DDCSPP	21 321.00	21 321.00
Conseil Régional	7 000.00	19 523.00
Ministère Education Nationale (Colos Apprenantes)	0.00	9 960.00
Conseil Départemental	10 511.06	11 640.87
Communes	119 453.20	120 445.40
Aides à l'emploi (ASP,)	8 355.90	17 541.91
Autres subventions	58.80	6 795.00
JPA	1 500.00	0.00
Quote-part subvention virées au résultat	4 748.08	9 039.16
Total	172 948.04	207 227.18

3. Produits exceptionnels

Néant

4. Charges exceptionnelles

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	1	1	1	1
Employés	3	3	3	3
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)	1	0.8		
Total	5	4.8	4	4

(1) Effectif à la clôture quelque soit la durée de travail (2) Equivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de personnes	Nb de journées	Nb de personnes	Nb de journées
Contrat CEE	89	1 858	123	1 855

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédit bail et locations de longue durée

Néant

4. Contributions volontaires

a) Bénévolat et Mise à disposition de personnels

Comité directeur : 69.75 heures (valorisées à 16,00 € de l'heure charges sociales incluses)

Stages : 2100 heures (valorisées à 16,00 € de l'heure charges sociales incluses)

b) Mise à disposition de locaux et autres services

Valorisation des mises à disposition gratuites de locaux, énergie et personnel tous confondus : 27 329 €

5. Engagements hors bilan

Cautions et hypothèques accordées par l'association : (liste des cautions et hypothèques) : Néant

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 620	3 192
Ventes de biens	465	999
Prestations de service	282 033	296 643
Subventions d'exploitation	172 948	207 227
Dons et Mécénat		
Contributions financières	23 110	16 364
Reprises sur dépréciations et provisions	22 327	23 563
Produits des cessions d'immobilisations		9 039
Utilisations des fonds dédiés	7 650	
Autres produits	13 881	933
Total	524 035	557 961
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 838	1 696
Variation de stock	-1 838	-258
Autres achats et charges externes	163 103	182 010
Aides financières		
Impôts et taxes	3 980	4 510
Salaires	233 573	257 516
Cotisations sociales	60 944	68 172
Dotations aux amortissements	6 356	15 118
Dotations aux dépréciations	8 633	
Dotations aux provisions	12 509	14 413
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	10 515	8 243
Total	499 613	551 420
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	24 423	6 541
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	6 523	5 375
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	6 523	5 375
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	6 523	5 375
RESULTAT COURANT (I + II)	30 946	11 915
Produits exceptionnels		5 932
Charges exceptionnelles		1 347
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		4 585
Impôts sur les bénéfices	425	
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	30 521	16 500
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	27 329	27 329
Bénévolat	34 716	34 716
Total	62 045	62 045
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	27 329	27 329
Personnel bénévole	34 716	34 716
Total	62 045	62 045

BILAN

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023 Net	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres (avant affectation)	392 055	375 555
Terrains	2 606	620	1 986	1 986	Résultat de l'exercice	30 521	16 500
Constructions					Subventions d'investissement	30 036	4 400
Matériels d'activités	42 485	14 396	28 089	28 089	Total	452 612	396 455
Autres immobilisations corporelles	102 346	95 553	6 794	6 763	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	35 000	42 650
Autres prêts et titres immobilisés	15		15	15	Provisions pour risques		
Dépôts et cautionnements	49		49	49	Provisions pour charges	28 532	38 350
Total	147 501	110 568	36 932	8 813	Total	63 532	81 000
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	4 403		4 403	2 565	Emprunts et dettes assimilées		8 235
Usagers - clients	82 303	7 300	75 003	43 242	Fournisseurs	10 938	
Comptes courants Réseau	2 954		2 954	5 344	Dettes fiscales et sociales	23 960	38 702
Autres créances	53 903	1 333	52 570	60 477	Comptes courants Réseau	3 543	
Charges constatées d'avance					Autres dettes		1 881
Trésorerie	382 722		382 722	405 832	Produits constatés d'avance		
Total	526 286	8 633	517 653	517 460	Total	38 441	48 818
Total	673 786	119 201	554 585	526 273	Total	554 585	526 273



**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS
DE HAUTE MARNE**

Association loi 1901
Siège social : Maison des Associations – 26 Rue des Platanes
52000 CHAUMONT

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**



**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS
DE HAUTE MARNE**

Association loi 1901

Siège social : Maison des Associations – 26 Rue des Platanes
52000 CHAUMONT

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à Boulogne, le 7 mai 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Hervé Willi
Commissaire aux Comptes